Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 26 Juillet 2025 N° 518 PRIX : 100 FCFA

LE CAPITALISME, UN SYSTÈME AU SERVICE DES EXPLOITEURS ET DES RICHES !

- **Sommaire au verso**

Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial
La peur et la résignation n'ont jamais permis de protéger les pauvres !

Pages 3-9 Côte d'Ivoire :

- Le capitalisme, un système au service des exploiteurs et des riches !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- SN-AVECI : un nouveau bras de fer se prépare
- SOGEBAT : les travailleurs prêts à en découdre avec la direction
- Mort pour le profit capitaliste !
- Nestlé fait son beurre sur le dos des travailleurs !

LEUR SOCIÉTÉ

- Un fait divers qui vire en affrontement interethnique
- Non aux attaques contre les droits des femmes !
- La justice des riches
- San-Pedro : colère de la population contre le racket
- Pour les riches, la vie d'un pauvre ne vaut rien !
- «*Cercueil accusateur*» : une barbarie des temps anciens !

DANS LE MONDE :

Pages 9 Madagascar :
Coup de colère salutaire des travailleurs

Pages 9-10 Gaza :
Netanyahou poursuit le massacre

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 25 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse
Le PAT- LO
BP 20029
93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

LA PEUR ET LA RÉSIGNATION N'ONT JAMAIS PERMIS DE PROTÉGER LES PAUVRES !

L'élection présidentielle qui se prépare pour le mois d'octobre prochain est, pour le moins, pleine d'incertitudes. Aucun des principaux protagonistes ne figure pour l'instant sur la liste officielle des candidats : Laurent Gbagbo, Tidiane Thiam et Soro Guillaume en sont exclus. Quant à Alassane Ouattara, il laisse volontairement planer le doute sur son intention de se présenter ou pas à un quatrième mandat dont la légitimité lui est déniée par ses adversaires.

Les incertitudes qui planent sur ce futur scrutin sont lourdes de menaces, les populations pauvres ont peur de revivre une période de violence et de cahot. Beaucoup s'en remettent à la providence, d'autres, les inconditionnels de Gbagbo, Ouattara et consorts, se préparent à en découdre. Il y en a parmi eux qui seraient déjà allés consulter leur sorcier ou leur marabout pour que « *les balles traversent leur corps sans les atteindre* ». Les charlatans sont peut-être entrain de se frotter les mains car ils auront de quoi se faire de l'argent sur le dos des crédules qui espèrent ainsi échapper aux balles et aux machettes ! En tout cas, il n'y a pas de fumée sans feu et il y a fort à craindre que les états-majors des partis en compétition soient déjà à l'œuvre pour mobiliser leurs milices et déterrer les armes cachées. Cela ne présage rien de bon pour les populations pauvres. Dans les familles et entre proches, les gens s'expriment et leurs craintes sont palpables.

Le passé récent nous a montré de quoi les politiciens bourgeois sont capables en matière de violence et de barbarie pour parvenir au pouvoir. Les populations pauvres ont enduré bien des souffrances durant toutes les élections qui ont suivi le coup d'État de décembre1999 jusqu'à nos jours. C'est particulièrement le cas quand arrive une élection présidentielle. Il n'y a aucune différence entre la politique des uns et des autres envers les travailleurs mais tous veulent le pouvoir car c'est un moyen de s'enrichir et d'obtenir plein de privilèges en puisant dans les caisses de l'État et en écrasant les plus faibles. Dans leur soif de pouvoir et en recourant à la propagande à caractère ethnique, xénophobe et nationaliste pour attirer des électeurs, ils jouent sur la vie de millions de personnes en les opposant les unes aux autres sur la base de leur appartenance ethnique ou autres.
Alors, que faire face à ces politiciens démagogues et sans scrupule ? On ne peut pas se contenter d'affirmer que les Gbagbo, Ouattara et consort, c'est du pareil au même, et que ce seront les pauvres qui seront les principales victimes de cette mascarade électorale. C'est une vérité mais cela ne suffira pas à retenir le bras de ceux qui sont prêts à sévir

et à tuer. Les prières et les incantations n'ont jamais changé le sort des pauvres, bien au contraire, elles sont utilisées par la classe dominante pour empêcher les pauvres de se révolter contre le système capitaliste.

Il faut que la peur change de camp ! Il faut que s'exprime la parole des travailleurs, de ceux qui veulent défendre leur peau ! Il faut que nous montrions notre force collective pour nous faire craindre de ceux qui veulent nous maintenir dans la misère et dans la soumission. Entre nous, il n'y a ni Bété, ni Baoulé, ni Dioulà, ni « *étrangers* » mais les riches d'un côté et les pauvres de l'autre ! Prendre conscience que nous, travailleurs, faisons partie d'une même classe sociale et que par-delà notre ethnie, notre nationalité ou notre religion, nos intérêts sont diamétralement opposés à ceux des riches et des exploiteurs, est un premier pas important dans le combat que nous aurons à mener pour changer la société et la libérer de l'oppression et de l'esclavage capitaliste.

LE CAPITALISME, UN SYSTÈME AU SERVICE DES EXPLOITEURS ET DES RICHES !

Qu'ils soient ouvriers, agents de santé, chauffeurs, employés de bureau ou enseignants, aucun d'entre eux ne peut dire qu'il arrive à s'en sortir avec son maigre salaire. Ils subissent tous l'injustice de cette société qui opprime les travailleurs. Ils sont pourtant à la base de la production des richesses et de tout ce qui permet de faire fonctionner la société. Si les travailleurs avaient au moins la satisfaction d'œuvrer pour le bien commun présent et futur, leurs sacrifices seraient moins lourds à supporter, mais il n'en est rien.

Face à la dégradation continue de la condition ouvrière

Génération après génération, les travailleurs subissent l'exploitation capitaliste pour le seul enrichissement de la classe bourgeoise qui détient entre ses mains les banques et les moyens de production. Cette classe parasite minoritaire dispose d'un appareil d'État puissant, avec son administration, ses forces armées, pour imposer sa dictature à l'ensemble des travailleurs et des classes pauvres. Pendant que la classe capitaliste s'enrichit toujours plus, les exploités s'enfoncent davantage dans la misère et la précarité.

Prenons l'exemple de l'usine de Filtisac où, autour de l'année 1995, un ouvrier avait un salaire de 36 000 F auquel s'ajoutait une prime de production mensuelle atteignant 30 à 40 000 F. Avec un revenu moyen mensuel d'environ 75 000 F, il pouvait se loger à Abobo avec un loyer de 10 000 F par mois. Le même logement aujourd'hui revient au minimum à 35 000 F. Il en est de même pour les biens de consommations dont les prix ont plus que triplé en l'espace d'une trentaine d'années alors que le salaire minimum légal qui était fixé à 36.607 F en 1995 a à peine doublée au cours de la même période. Le Smig actuel est à 75 000 F francs, soit l'équivalent de ce que touchait un ouvrier de Filtisac 30 années plus tôt.

Aujourd'hui, dans cette même entreprise, le salaire est dérisoire. De plus, le patron s'est servi de la prime de production comme un appât pour contraindre les travailleurs à travailler plus et à multiplier la production journalière par 2,5 à 3. Au final, un travailleur abat aujourd'hui le travail de deux, voire trois personnes et de plus, la prime de production a été supprimée. Le revenu des ouvriers a dégringolé et à cela s'est ajouté le fait que ceux qui étaient embauchés sous contrat long ont été remplacés par des journaliers ne touchant qu'une misère et corvéables à merci.

Face à toutes ces attaques, les ouvriers de Filtisac ont réagi par des mouvements de colère et des grèves mais le patron a réussi à jeter dehors les meneurs ainsi que les grévistes les plus déterminés, avec la complicité des gouvernements successifs. La direction a combattu les syndicats qui se montraient un peu récalcitrants et neutralisé les autres.

Aujourd'hui, le chômage est massif et toutes les entreprises profitent de cette situation pour augmenter la pression sur les travailleurs en rognant sur les salaires, en aggravant les conditions de travail, en augmentant les cadences, en multipliant les heures supplémentaires, en empiétant sur les mesures de sécurité les plus élémentaires, etc. Les travailleurs ont tendance à courber le dos de peur de perdre leur emploi, seul moyen pour subvenir aux besoins de toute une famille.

C'est dans cette situation que les travailleurs de Filtisac ont délégué leurs syndicats pour aller «*négocier*» avec le patron. Mais qu'est-ce qui peut obliger le patron à négocier avec ces syndicats qui, même s'ils ne lui sont pas forcément soumis, sont dans tous les cas impuissants pour lui imposer quoi que ce soit ? Si les travailleurs ne sont pas déterminés à en découdre avec le patron, toute négociation est vaine. Mais les patrons ont intérêt à se méfier de l'eau qui dort car tôt ou tard, ils finiront par récolter ce qu'ils méritent !

Nécessité d'une offensive de classe

Pour faire face à cette dégradation catastrophique des conditions d'existence de la classe ouvrière, il faudrait une large mobilisation rassemblant des travailleurs de nombreuses entreprises et dépassant le cadre de la corporation pour être en position de force face au patronat. En octobre 2022, un large mouvement de grève avait secoué et paralysé toute la zone industrielle de Yopougon. De nombreuses entreprises avaient fermé leurs portes, il y avait des barricades érigées un peu partout par les ouvriers en lutte pour empêcher les camions d'entrer ou de sortir de la zone. La colère et la détermination des travailleurs étaient telles que les patrons ont dû faire appel aux forces de l'ordre pour libérer les voies de circulation à l'intérieur de la zone.

Depuis cette date, un tel mouvement large et combatif ne s'est pas reproduit mais cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien dans les entreprises. Il y a parfois des luttes mais elles sont isolées au sein d'une entreprise, voire d'un secteur à l'intérieur d'une entreprise.

Mouvement de grève à la zone industrielle de Yopougon en octobre 2022.

Dans le secteur du bâtiment qui est un peu particulier, les travailleurs parviennent parfois à arracher, non pas des augmentations de salaire qui seraient ô combien nécessaires par ces temps durs, mais seulement une partie de leurs «*droits*» légaux tels que les heures supplémentaires ou les primes non payées. Des mobilisations, des arrêts de travail ou des grèves ont parfois lieu, plus particulièrement quand un chantier arrive vers sa fin et que les travailleurs estiment qu'ils n'ont plus grand-chose à perdre. Ils parviennent parfois à récupérer une partie de ce que les patrons leur ont volée. Ce genre d'action, même isolée et limitée à une branche d'activité, peut déboucher sur un mouvement plus large, si elle est bien organisée et si les travailleurs sont suffisamment motivés et déterminés pour entrainer leurs camarades des entreprises ou des chantiers environnants. Le rapport de force avec le patronat peut alors changer en faveur de la classe ouvrière et encourager d'autres travailleurs à rejoindre le mouvement.

S'inspirer des expériences précieuses du mouvement ouvrier

Ouvriers en arme pendant la révolution de 1917 en Russie

L'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne que même si le rapport de force entre exploiteurs et exploités est rarement en faveur de ces derniers, il y a eu des périodes où la classe des exploités a été non seulement capable de se défendre contre les attaques de la bourgeoisie mais de la renverser, elle et son pouvoir, par la révolution. C'est ainsi qu'à Paris, en 1871, la population des quartiers pauvres (ouvriers, artisans et petits salariés) s'est insurgée et a pris le pouvoir. Les communards (c'est ainsi qu'on désignait ces insurgés) ont gouverné Paris durant 72 jours. La bourgeoisie n'a pas pardonné cet acte révolutionnaire et a réprimé leur révolution dans le sang. Les communards ont été vaincus mais ont laissé derrière eux une expérience précieuse pour les générations suivantes.

46 ans plus tard, en 1917, c'est en Russie qu'a éclaté une nouvelle révolution prolétarienne. La classe ouvrière renversa, les armes à la main, le pouvoir dictatorial de la monarchie et de la bourgeoisie et exerça elle-même le pouvoir durant plusieurs années en s'inspirant des expériences des révolutionnaires de la Commune de Paris.

La classe ouvrière, de par son rôle dans la production des richesses et de par son nombre, détient entre ses mains une force colossale capable de vaincre la bourgeoisie et de l'exproprier. Mais cela nécessite un certain nombre de conditions. La première est celle de l'organisation politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire celle d'avoir son propre parti révolutionnaire et communiste, ayant comme programme le renversement de la bourgeoisie et l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière en arme.

Sans ce parti et cette politique clairement affirmée, les travailleurs ne pourront pas supprimer l'exploitation capitaliste. Ils peuvent parfois gagner des batailles syndicales pour améliorer leurs conditions d'existence mais ne peuvent pas mettre fin à la cause de leur exploitation et de leur misère. Les capitalistes sont parfois contraints de céder sur certaines revendications, mais généralement ils récupèrent d'une main ce qu'ils ont cédé de l'autre. Cela continuera ainsi tant qu'ils domineront l'économie.

La construction d'un parti communiste révolutionnaire prolétarien est indispensable et ne peut être que l'œuvre de militants ouvriers conscients de la tâche grandiose que le prolétariat doit accomplir pour mettre fin au capitalisme à l'échelle internationale. L'avenir de l'humanité toute entière en dépend.

Le quotidien des travailleurs

SN-AVECI : UN NOUVEAU BRAS DE FER SE PRÉPARE

Dans cette entreprise de BTP exerçant dans plusieurs villes du pays, de nombreux travailleurs sont sous contrat à durée déterminée. La direction a mis fin au contrat de ceux qui ont plus d'un an d'ancienneté, mais elle traine le pas pour payer les droits de fin de contrat.
Le mercredi 24 juillet, plus d'une centaine de travailleurs ont pris d'assaut la petite direction située à Danga, dans la commune de Cocody. Ils ont manifesté bruyamment pour réclamer leur dû. Tantôt, la direction dit que les droits sont en train d'être calculés à l'Inspection du travail, tantôt que c'est disponible chez le juriste. Excédés par la roublardise et les fausses promesses de la direction, les travailleurs sont venus manifester leur colère devant son nez.

Après des heures d'échauffourées, la direction a comme d'habitude fait appel à la police. Se sentant protégée par la présence de la police, elle a annoncé qu'elle payera un solde de tout compte de 120.000 F par personne, quel que soit l'ancienneté. Les travailleurs ne sont pas d'accord, la mobilisation continue.
L'expérience précédente des 10 jours de grève est encore fraiche dans la tête des travailleurs. S'ils savent trouver la solidari-

té de leurs camarades encore en activité, ils pourront trouver un écho favorable et un appui nécessaire pour contraindre le patron à payer la somme qu'il leur doit. Ce sera aussi un encouragement pour ceux qui sont encore en poste pour obliger le patron à respecter leurs droits et à améliorer leurs conditions de travail.

SOGEBAT : LES TRAVAILLEURS PRÊTS À EN DÉCOUDRE AVEC LA DIRECTION

SOGEBAT est une entreprise de BTP qui a plusieurs chantiers à Abidjan, principalement dans la construction des bâtiments de haut standing. Un travailleur de l'un de ces chantiers témoigne. :

« *Nous travaillons dans cette entreprises depuis plusieurs années. Certains y sont depuis plus de 5 ans et ne touchent qu'un salaire de 6500 F par jour, transport compris. C'est une misère. La direction nous renvoie sans préavis comme elle vient de le faire pour une dizaine de travailleurs, il y a deux semaines.*

Face à la dégradation de nos conditions de travail et de vie, nous sommes en train de mettre sur pied une organisation pour revendiquer de meilleures conditions. Nous avons fait parvenir un courrier au patron pour réclamer le respect d'un certain nombre de droits élémentaires qu'il n'applique pas : respect du Smig pour les manœuvres, déclaration à la Cnps, droit à des soins, au congé payé, etc. Mais jusqu'ici le patron refuse de nous donner une réponse.

Nous sommes conscients que sans une mobilisation conséquente et une détermination de notre part, rien ne l'obligera à donner suite à nos revendications. Ce qui lui importe, c'est l'avancement de ses travaux. Comme il en est ainsi, c'est sûr qu'il nous entendra !».

MORT POUR LE PROFIT CAPITALISTE !

L'organe de presse en ligne Koaci a fait cas d'un ouvrier mort broyé entièrement par une machine dans une usine de transformation d'hévéa dans la ville de Duékoué. Ce journal s'est bien gardé de révéler même le nom de l'entreprise.

L'ouvrier était en intervention à l'intérieur de la machine à broyer l'hévéa. Il procédait à la réparation, lorsqu'une une tierce personne a lancé la mise en marche ignorant sa présence à l'intérieur. Il est ressorti en bouillie.

Même quand la responsabilité de la direction est flagrante, comme c'est le cas ici, où une intervention de ce type requiert nécessairement une procédure de sécurité particulière, elle n'aura pourtant rien à craindre des autorités.

Aux yeux des riches, la victime n'était qu'un esclave salarié dont le travail consistait à produire le maximum de profit pour le compte d'un capitaliste. Celui-ci le remplacera par un autre… et on recommence.

NESTLÉ FAIT SON BEURRE SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS !

Pour le premier trimestre de 2025, Nestlé Côte d'Ivoire, filiale locale du géant suisse de l'alimentation, a annoncé une augmentation de 19% de son bénéfice net malgré une baisse de 11% de son chiffre d'affaires. Ainsi, le bénéfice d'exploitation pour le premier trimestre est passé de 6,9 à 9,5 milliards de francs CFA en 2025. Par ailleurs, au titre de l'exercice 2024, ce sont 16,5 milliards de FCFA qui ont été distribués aux

actionnaires.

Les travailleurs de Nestlé ont organisé une Assemblée Générale au début de ce mois, pour dénoncer la dégradation continue de leurs conditions de travail : retrait de la couverture santé des enfants de travailleurs, remise en cause des primes de rotation, licenciements, etc. « *Depuis 5 ans, nos acquis sont démantelés …* », dénoncent les représentants des travailleurs.
Il n'y a pas de mystère, l'aggravation de l'exploitation des travailleurs et le démantèlement des prestations vont de paire avec la montée en flèche des profits, c'est la logique du capitalisme.

Leur société

UN FAIT DIVERS QUI VIRE EN AFFRONTEMENT INTERETHNIQUE

Au début du mois de juillet des affrontements inter communautaires ont eu lieu dans la région de Bonoua entrainant deux morts, des blessés graves et des dégâts matériels.

Tout est parti d'un fait divers. Deux cambrioleurs venus d'un village voisin (N'Gokro) surpris en plein action, ont été pris en chasse par les habitants du village (Ono). Seul un a pu échapper aux poursuivants. Le lendemain les jeunes du village de N'Gokro sont descendus en nombre au village d'Ono pour libérer l'un des leurs qui avait été capturé. Les pourparlers se sont transformés en affrontements. Le lendemain, ce sont les jeunes d'Ono qui ont fait une descente à N'Gokro en guise de représailles, il y a eu de nouveaux affrontements.
A l'approche de l'élection présidentielle prévue pour le mois d'octobre prochain, il faut s'attendre à la multiplication de ce genre de violence intercommunautaire. Les politiciens sont en compétition et n'hésiteront pas à opposer les populations les unes aux autres s'ils estiment que cela peut leur apporter des votes.

Dans le cas précis de ces deux villages qui se sont affrontés, il se trouve que l'un est habité par des natifs de Bonoua, l'autre est plus cosmopolite, plusieurs ethnies différentes y cohabitent. C'est un terrain idéal pour ceux qui veulent souffler sur les braises et transformer de simples incidents entre voisins en un bain de sang.

NON AUX ATTAQUES CONTRE LES DROITS DES FEMMES !

Les États-Unis ont décidé de détruire des contraceptifs féminins (implants, pilules, contraceptifs injectables, stérilets et autres) d'une valeur de près de 10 millions de dollars. Ces produits étaient destinés à des pays bénéficiaires du programme USAID. L'Administration Trump ne veut pas financer des programmes favorisant le planning familial ou l'avortement.

En République démocratique du Congo, c'est l'Eglise catholique qui, au nom de la sacro-sainte morale d'un autre âge, refuse de laisser continuer leur scolarité aux filles enceintes. Elle gère près de 18 000 écoles à travers tout le pays. Deux continents, deux façons rétrogrades de vouloir exercer une oppression sur les femmes.

Un peu partout, des dirigeants politiques alliés aux religieux veulent imposer leurs diktats aux femmes et les empêcher de faire leurs propres choix, celle d'utiliser une contraception ou non, d'interrompre une grossesse ou non, d'aller à l'école ou non en cas de grossesse.

En Côte d'Ivoire, la situation n'est pas meilleure. Seules quelques écoles acceptent les filles enceintes, l'accès aux méthodes de contraception n'est pas gratuit tandis que l'avortement est toujours pénalisé !

Dans cette société capitaliste, les femmes appartenant à la classe des exploitées subissent une double oppression. Leur émancipation fait partie de la lutte des travailleurs pour l'émancipation de l'ensemble de la société.

LA JUSTICE DES RICHES À L'ŒUVRE

La presse a abondamment relayé le cas d'un jeune homme condamné à une peine d'un mois de prison ferme, une amende de 300 000 F CFA, une privation de droits civiques pour dix ans et une interdiction d'aller dans la commune de Cocody pendant trois ans. Mais quel crime a-t-il commis pour mériter une telle peine ? Un simple vol d'une boite de lait d'une valeur de 3500 francs dans un supermarché ! Elle est belle la justice des riches !

SAN-PEDRO : LA POPULATION A MONTRÉ SA COLÈRE CONTRE LE RACKET

Le 8 juillet dernier, la ville de San-Pédro a été paralysée par une manifestation imposante contre le racket des forces de l'ordre. Et pour cause, lors d'un contrôle, un jeune motocycliste refusant de se faire racketter a pris la fuite. Poursuivi par le corps habillé, il a fini écrasé par un gros camion.

Dès que la nouvelle de l'accident est tombée, les habitants excédés par ces rackets incessants, ont manifesté spontanément leur colère et se sont dirigés vers le poste de police. Il a fallu le renfort des policiers des villes voisines pour venir à bout de la manifestation. Les policiers se souviendront peut-être que la population sait réagir massivement contre le racket quand elle veut.

POUR LES RICHES, LA VIE D'UN PAUVRE NE VAUT RIEN !

Selon des chiffres officiels, chaque année 4 000 personnes quittent la Côte d'Ivoire pour immigrer en Europe depuis 2019.
Ce n'est pas étonnant. Des milliers de jeunes en âge de travailler ne trouvent pas d'emplois. Même ceux qui sortent de l'école sont sur le carreau et quand ils trouvent un job, c'est généralement pour un salaire de misère !

Dans les pays riches, les dirigeants au pouvoir font tout pour bloquer la route aux migrants avec la complicité des dirigeants africains. Cela se traduit par le fait que chaque année, des milliers de pauvres sont contraints d'aller en Europe en prenant des risques parfois mortels. Beaucoup y laissent leur vie. Le capitalisme c'est aussi ce genre de drame !

« *CERCUEIL ACCUSATEUR* » : UNE BARBARIE DES TEMPS ANCIENS !

À Bangolo, lors de l'enterrement d'une personne morte d'un accident de moto, les villageois ont demandé à des porteurs de cercueil de « *faire parler* » le mort. C'est une pratique assez courante dans certains villages. Le « *cercueil a indexé* » des prétendus coupables. Ils ont été accusés de sorcellerie et torturés jusqu'à ce qu'ils «*avouent leur crime* ».
Il y a de quoi s'indigner et se révolter contre ce genre de pratiques héritées des temps anciens. Les dirigeants de l'État, les juges, les préfets, les maires et bien d'autres dignitaires influents le savent mais tout le monde ferme les yeux et s'en accommode car la perpétuation des pratiques reposant sur l'ignorance fait partie de leur panoplie pour maintenir la population sous leur domination.

Le système capitaliste dont la domination repose aussi sur l'oppression, la violence et l'injustice, favorise le maintien de tout ce qui va dans le sens de la résignation, de la fatalité et des croyances mystiques … tant qu'elles ne lui font pas obstacle.

Dans le monde

MADAGASCAR : COUP DE COLÈRE SALUTAIRE DES TRAVAILLEURS

Face aux nombreuses attaques qu'ils subissent depuis des années, les salariés de la JIRAMA , société qui s'occupe de l'eau et de l'électricité dans le pays, ont dit non en se mettant en grève. En fait il s'agit d'un mouvement de mobilisation multiforme : piquets de grève, débrayages, pétitions, sit-in, prises de paroles dans les quartiers populaires, délégations auprès de la direction générale de l'entreprise, puis auprès du ministère de l'Énergie…

Cette mobilisation débutée le 9 juillet puis suspendue au bout de deux ou trois jours, puis poursuivie à nouveau, a été d'une profondeur variable. Les raisons du mécontentement des travailleurs sont multiples mais le facteur déclenchant a été la prise de connaissance d'une décision gouvernementale publiée dans le « *Journal Officiel* » : transformer cette Société d'État en « *Société Anonyme* », c'est-à-dire à vocation commerciale.

Un rassemblement des employés de la Jirama à Mandroseza

Les travailleurs ainsi qu'une grande partie de la population ne sont pas pour la privatisation de la JIRAMA et ils ont bien raison de protester et de se battre contre une telle décision, malgré la répression et les menaces de poursuites. Ce serait livrer aux vautours capitalistes du secteur privé, cette entreprise considérée comme étant d'utilité publique.

Le chef de l'État, Andry Rajoelina est monté au créneau. Il a fait plusieurs interventions contre ce mouvement des travailleurs, puis a convoqué le directeur de la JIRAMA, le ministre de tutelle ainsi que les dirigeants syndicaux. Suite à quoi il a déclaré : « *Il n'y aura pas de privatisation de cette compagnie tant que c'est moi qui suis à la tête du pays* ».Pour régler ce conflit Il a annoncé la création d'une commission tripartite, composée d'un délégué de la Présidence, d'un délégué du Ministère de l'Énergie et des Mines, et d'un troisième dans lequel le directeur de la JIRAMA serait épaulé par les dirigeants syndicaux. Cela revient à acheter des dirigeants syndicaux en leur distribuant des postes, en échange de leur soumission.

Ceci dit, entreprise publique ou entreprise privée, la JIRAMA exploite les travailleurs, leur impose des conditions de travail démentes, mute les travailleurs au gré des désidératas de la direction, d'un endroit à l'autre de ce grand pays, sans considération des conséquences pour leurs conjoints et enfants. Et la liste est longue des attaques infâmes à l'égard du personnel.
Andry Rajoelina a remis pour le moment son projet de privatisation dans sa poche. Même petite, cette reculade présidentielle n'a été obtenue que par la grève des travailleurs.

Privatisation ou pas, les travailleurs ne réussiront à arracher des améliorations en leur faveur, que grâce aux combats qu'ils mèneront dans l'avenir.

GAZA : NETANYAHOU POURSUIT LE MASSACRE

Extraits de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière publié en France le 25 Juillet 2025 par nos camarades de Lutte Ouvrière.

Pendant que, le 22 juillet, Israël bombardait à nouveau Gaza faisant au moins 77 morts et 376 blessés, vingt-cinq pays, dont la France, signaient une déclaration pour demander l'arrêt des combats.
Cet appel à mettre fin à la guerre à Gaza

vient après des mois de silence complice [...] Plus de 1 000 personnes qui tentaient d'obtenir de l'aide humanitaire ont en effet été tuées depuis la fin de mai, selon l'ONU. Le directeur de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a dénoncé le comportement « *sadique* » de l'armée israélienne dont « *les tireurs d'élite ouvrent le feu au hasard sur les foules, comme s'ils avaient un permis de tuer* ». Les enfants qui ne meurent pas sous les bombes ou du fait de ces tirs meurent de malnutrition. En réalité c'est toute une population qui est en train de mourir de faim […]

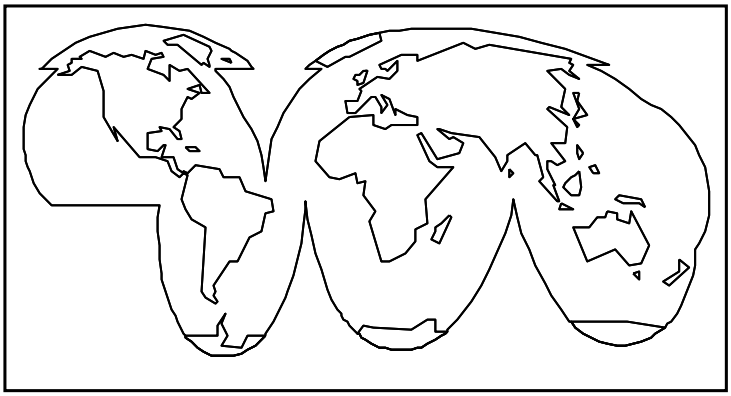
À Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, des habitants cherchent ce qui reste des dons de secours des organisations humanitaires (photo : Reuters / Stringer)

Les dirigeants des vingt-cinq pays signataires de l'appel savent évidemment qu'il sera vain, d'autant plus qu'il ne sera suivi de leur part d'aucune action concrète. Il leur permettra seulement, sans doute, de tenter de se défendre de l'accusation de complicité de génocide. En effet, du côté de Netanyahou, la perspective reste de continuer la guerre et de tuer le plus de Palestiniens possible. Le 21 juillet, pendant que des dirigeants de ces différents États l'exhortaient à cesser cette guerre, l'armée israélienne lançait une offensive terrestre à Deir al-Balah, dans le centre de la petite enclave palestinienne, où se trouvaient ce jour-là entre 50 000 et 80 000 personnes.

Dans la même semaine, le directeur des services de renseignements israéliens du Mossad, David Barnea, se rendait à Washington pour obtenir de l'administration américaine une aide pour organiser le départ forcé de Palestiniens hors de Gaza. Les dirigeants israéliens, derrière Netanyahou, ont toujours en tête le projet de déplacer de force des centaines de milliers de Gazaouis dans des pays étrangers. Crimes de guerre, génocide, épuration ethnique, rien ne les arrête, tout comme cela n'arrête pas le dirigeant de la première puissance mondiale, Donald Trump.

En fait, non seulement les États-Unis, mais les autres grandes puissances également, sont responsables de l'impasse sanglante dans laquelle se retrouvent les peuples de la région, y compris le peuple israélien. Ce sont elles qui les ont dressés les uns contre les autres et qui ont appuyé et armé l'État israélien, gendarme de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Une véritable paix ne pourra se faire que contre elles.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.